

La réforme de l'AI continue

La 5e révision de l'AI est acceptée

par 59,1%

des votants Seuls le Jura, Genève, Fribourg et Neuchâtel

ont voté non,

les trois derniers de justesse Un Suisse sur trois seulement s'est exprimé.

Les indécis

ont sans doute préféré s'abstenir Le parlement doit désormais travailler à l'assainissement de l'AI, endettée à hauteur

de 9,3 milliards.

Tous les partis

s'y disent favorables,

sauf l'UDC

Denis Masméjan

Une nouvelle réduction des prestations est une voie sans issue, juge Pascal Couchepin

Pour les partisans comme pour les adversaires de la 5e révision de la loi sur l'assurance invalidité (AI), le scrutin de ce dimanche n'est en réalité qu'une étape intermédiaire.

Avec près de 60% de oui, et une opposition moins nette que prévu entre les cantons romands et alémaniques, la victoire des partisans de la nouvelle loi est certes confortable. Mais les défis à venir sont considérables, tenant à la fois au financement de l'AI et à la mise en œuvre concrète de la réinsertion dans le marché du travail, l'objectif essentiel de la 5e révision.

Les forces politiques qui ont soutenu la nouvelle loi auront à prouver désormais qu'elles sont capables de s'entendre sur les recettes supplémentaires jugées nécessaires pour répondre aux besoins financiers à court terme de l'AI. Il s'agit de résorber à la fois le déficit annuel de l'ordre d'un milliard et demi de francs qui subsistera même bien après l'entrée en vigueur de la révision approuvée ce week-end, et l'endettement de l'AI qui dépasse les 9 milliards de francs et qui augmente rapidement.

Or, le financement dit «additionnel» de l'AI divise non seulement la droite et la gauche du parlement, mais aussi les partis bourgeois entre eux, l'UDC s'opposant à toute recette supplémentaire.

Le projet séparé présenté par le Conseil fédéral en même temps que la 5e révision prévoyait un relèvement de la TVA. Un compromis laborieusement élaboré en commission avait débouché sur une hausse limitée dans le temps, mais celle-ci a été rejetée par le Conseil national en mars. Les socialistes étaient parvenus dans un premier temps à imposer un relèvement illimité dans le temps, avant que la majorité bourgeoise ne rejette l'ensemble.

La commission du Conseil des Etats a suspendu ses travaux pour attendre le résultat de la votation. Elle reprendra le dossier en juillet. Mais déjà, dimanche, les premiers signes sont délivrés. L'UDC campe sur les positions qu'elle a exprimées au Conseil national. Pas de TVA, mais une reconsidération des rentes déjà accordées et une 6e révision pour imposer des économies supplémentaires dans les prestations dont l'UDC devrait donner le détail ce lundi. Mais de nouvelles coupes sont une voie jugée politiquement sans issue, dimanche, par Pascal Couchepin. La Fédération des associations d'aide aux handicapés (DOK) a fait comprendre que désormais, au-delà des divisions de ses membres sur la 5e révision, «le seuil de l'acceptable» avait été atteint dans la réduction des prestations.

Les radicaux et le PDC insistent, eux, sur le fait qu'ils ne pourront accepter qu'une hausse de la TVA limitée dans le temps. Gerold Bühner, le président d'économiesuisse, l'organisation faîtière des grandes entreprises suisses, également conseiller national radical schaffhouseois, a pourtant tenu dans la SonntagsZeitung des propos qui pourraient faire croire qu'il est plus proche de la ligne de l'UDC que de celle de Pascal Couchepin. «Des mesures supplémentaires du côté des dépenses sont nécessaires», a-t-il déclaré. Chantal Balet Emery, la responsable romande d'économiesuisse, nuance: «Ce que nous voulons dire, c'est que le vote d'aujourd'hui ne résout pas tous les problèmes et qu'il ne faut pas faire preuve d'euphorie. On ne résorbe pas avec une hausse de la TVA et avec l'acceptation de la 5e révision les problèmes de l'augmentation des cas psychiques. C'est un problème de société, et la 5e révision ne sera pas facile à mettre en œuvre.»

C'est sur ce point, en particulier, que les organisations de handicapés à l'origine du référendum et les

partis de gauche entendent que les partisans de la 5e révision tiennent leurs engagements. Le PS exige des milieux économiques qu'ils traduisent dans la réalité l'objectif de réintégration des invalides dans le monde du travail, et l'USS demande que le Conseil fédéral fasse un rapport sur la question d'ici à deux ans.

Pascal Couchepin, satisfait, estime que de nouvelles coupes ne représentent pas une solution. Un financement additionnel reste nécessaire.

Berne, 17 juin 2007

keystone/peter klaunzer

© Le Temps, 2007